

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 47/48

25^e année • mercredi 23 novembre 2022

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

CATS & DOGS: DÉSARROI, COLÈRE ET TRISTESSE



THIERRY PORCHET

N'ayant toujours pas reçu leur salaire du mois d'octobre, des vendeuses et des vendeurs de l'enseigne établie dans plusieurs villes de Suisse romande ont été contraints de démissionner. Ils ont témoigné la semaine dernière de leur difficile situation. **PAGE 5**

POINT DE MIRE

Silence assourdissant...

Sylviane Herranz

Vendredi passé, deux jours avant le coup d'envoi du Mondial de tous les excès, l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) lançait un cri d'alarme. Après des mois et des années d'efforts et d'engagements contre l'exploitation des ouvriers sur les chantiers de la Coupe du monde de foot, après des succès et des accords décrochés aux autorités qataries et à la FIFA, le syndicat mondial dit son désarroi: sa requête en faveur de réformes durables des conditions de travail au Qatar est restée sans réponse. L'IBB rappelle qu'elle avait mis fin en 2016 à sa campagne «Carton rouge pour la FIFA», menée conjointement avec Unia, son affiliée, avec de nombreuses actions en Suisse où se trouve le siège de l'organisation internationale du foot. Grâce à l'engagement et à la mobilisation des

syndicats, l'IBB avait pu signer un accord global permettant d'améliorer les droits de consultation des travailleurs et d'effectuer des contrôles des conditions de travail et d'hébergement sur les chantiers des stades.

En automne 2013 déjà, des syndicalistes s'étaient rassemblés devant le siège du ballon rond à Zurich pour dénoncer les conditions inhumaines dans la construction des infrastructures de la Coupe du monde. Durant l'été, 44 ouvriers népalais avaient trouvé la mort sur les chantiers, dont de nombreux jeunes ayant succombé à des crises cardiaques ou à des accidents du travail. Cette année-là, on dénombrait déjà, au total, six cents travailleurs décédés en lien avec ces travaux. Depuis, ce nombre a explosé, même si l'engagement et les inspections menées par l'IBB ont sans doute permis de limiter les accidents dans la construction des stades eux-mêmes.

On estime à des milliers le nombre d'ouvriers ayant perdu la vie pour faire émerger du désert les nombreuses infrastructures destinées à accueillir le Mondial. Le bilan humain est terrible. Même si le nombre exact des décès restera inconnu, ces derniers n'étant que rarement identifiés comme consécutifs aux conditions de travail. Et du côté des réformes des droits des travailleurs migrants, le bilan est mitigé. C'est bien ce qui inquiète l'IBB.

Saluant les progrès réalisés dans cette législation du travail, l'organisation syndicale inter-

naionale dit néanmoins avoir observé que de nombreux employeurs défient la loi, violent les droits de l'homme et perpétuent les injustices que les réformes étaient censées éliminer. Elle note aussi que malgré la politique en matière de droits humains adoptée par la FIFA, cette dernière ne semble plus y accorder la même priorité que lors de son élaboration. Une priorité qui a aussi disparu des radars de l'émir, sa coupe ayant démarré malgré les innombrables controverses qu'elle a suscitées.

L'IBB s'indignait vendredi car elle n'avait toujours pas reçu de réponse à sa demande de trouver un accord, avant la fin du Mondial, pour que les améliorations obtenues soient pérennisées et les droits de travailleurs migrants reconnus. Au contraire, note-t-elle, «un silence assourdissant s'est installé».

Un silence qui n'étonne guère. Les jeux sont faits, ou presque. Les lumières des stades s'éteindront le 18 décembre. Une date symbolique, celle de la Journée internationale des migrants... Qui pensera encore à ces travailleurs népalais, indiens, bengalis, pakistanais, philippins, africains qui espéraient trouver l'Eldorado au Qatar? A ces ouvriers qui ont laissé leur vie dans cet enfer de l'exploitation et des pétrodollars? ■

PROFIL



Sevgi Koyuncu,
«Jin Jîyan Azadî!»

PAGE 2

USS

Salaires minimums corrects réclamés.

PAGE 3

VALAIS

Les premières assises du tertiaire se sont réunies.

PAGES 6-7

AÉROPORT

Ouvriers de retour sur le chantier du Tri Bagages.

PAGE 9

«JIN JÏYAN AZADÏ!»

Depuis 14 ans en Suisse, Sevgi Koyuncu s'engage pour les femmes, le peuple kurde et la population lausannoise

Aline Andrey

«Je viens d'une famille exilée pendant l'Empire ottoman, dans les années 1600...» Sevgi Koyuncu donne le ton, quand on la questionne sur son parcours. Son histoire personnelle est imbriquée dans celle de tout un peuple. La militante est née il y a 43 ans, dans un village au centre de la Turquie. Les habitants sont kurdes, les fonctionnaires turcs (professeurs, police, politiciens). «J'ai vécu une enfance heureuse à la campagne, dans la ferme de mes parents, entourée d'animaux, avec une grande liberté, même si on travaillait beaucoup, continue-t-elle. Quand j'ai commencé l'école, dans une classe de 49 élèves, je ne parlais que kurde. Je me souviens du professeur qui nous frappait, dès qu'on parlait mal le turc...»

Toutefois, c'est seulement en arrivant au lycée à Ankara qu'elle prend conscience de la discrimination vécue par son peuple. «J'ai commencé à lire, à faire des recherches sur notre histoire, à découvrir les massacres, pour finir par me politiser. Déjà enfant, je ne supportais pas les injustices, j'ai toujours été très revendicative», dit-elle d'une voix douce et calme, sans cesser de sourire, avec ce réflexe de vouloir toucher affectueusement l'autre. Un trait culturel qu'elle a appris à retenir depuis qu'elle est en Suisse.

L'EXIL

À l'Université de la ville de Konya, elle devient une militante active, jusqu'au moment ultime où elle doit fuir pour échapper à la prison... Un exil douloureux, dans la précipitation, sans autre choix. Un épisode de sa vie qu'elle préfère taire. Lorsqu'elle arrive en janvier 2008 à Vallorbe, la beauté de la nature, le froid et la neige la frappent particulièrement, ainsi que les conditions d'accueil. «Dans le centre pour requérants d'asile, il y avait les couleurs du monde entier. Nous étions une trentaine de femmes dans une chambre. Un jour, l'une d'elles y a mis le feu, car sa demande d'asile avait été refusée.» Avec le recul, Sevgi Koyuncu pose un regard bienveillant: «Quand on est coincé, il arrive qu'on dépasse les limites.»

Pendant deux ans, elle vit dans l'attente du statut de réfugiée, son existence entre parenthèses. «Pendant tout ce temps, je vivais dans un foyer et je n'avais pas droit à des cours. J'avais réussi mes examens de dernière année à l'Université de Konya, mais je n'ai jamais reçu mes diplômes. Professionnellement, j'ai dû recommencer de zéro. J'ai toujours voulu devenir enseignante, mais avec les difficultés à apprendre la langue, et surtout après la naissance de mon fils il y a 8 ans, puis mon divorce, j'ai remis les pieds sur terre. Je devais trouver un métier rapidement.»

Sevgi Koyuncu se résout donc à une formation d'assistante socioéducative, métier qui lui permet aujourd'hui d'être en lien avec les enfants qu'elle adore, en travaillant dans une structure d'accueil parascolaire. «Je suis très contente de ce choix, même si le métier est mal reconnu et les horaires un peu difficiles.» De fait, ses journées entrecoupées de pauses commencent à 6h30 pour se terminer à 19h. S'y ajoutent ses engagements politiques et militants.

UN SIÈCLE DU TRAITÉ DE LAUSANNE

Sevgi Koyuncu a cofondé en 2017 Lajîn - l'Assemblée des femmes kurdes Vaud dont l'objectif est de «porter la lutte des femmes pour une vie démocratique, écologique et libérée des impératifs du genre». Elle manifestera, comme chaque année, ce 25 novembre, Journée internationale contre les violences sexistes et sexuelles. Se référant à la *Jineoloji*, ou science des femmes, elle souligne que la libération de la société passe par celle de la femme. «On a besoin de mouvements féministes qui ouvrent des chemins, qui réfléchissent, qui puissent préparer le futur. Faire tomber les despotes est une chose, il faut ensuite pouvoir être prêtes pour créer la société de demain.»

La militante ajoute, enthousiaste: «Depuis quelques années, avec la victoire contre Daech, et l'expérience du Rojava, on parle davantage du Kurdistan. C'est le moment de descendre dans la rue et d'expliquer nos luttes, face au siècle de massacre, de migrations forcées, de répressions et de politique

assimilationniste envers la population kurde de Turquie. Il est temps aussi de rappeler les responsabilités internationales. Les pays européens doivent reconnaître leurs erreurs et nos droits», explique celle qui participe à l'organisation des 100 ans du Traité de Lausanne. Pour mémoire, le 21 novembre 1922 s'ouvrait, dans la capitale vaudoise, la Conférence pour la paix au Proche-Orient. Huit mois plus tard, le 24 juillet 1923, l'accord était signé. Avec entre autres conséquences la division du Kurdistan entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie... et tant de conflits.

CONSEILLÈRE COMMUNALE

Elue en mars 2021 au Conseil communal de Lausanne, sous la bannière d'Ensemble à Gauche et du POP, Sevgi Koyuncu espère représenter «ces 40% de population étrangère, immigrée, qui ne maîtrise pas toujours la langue française, dont les métiers sont mal payés, et vivent dans des quartiers populaires». Cette mère célibataire a depuis entamé le long processus de la naturalisation, tout en soulignant: «C'est important que les personnes qui habitent en Suisse puissent choisir leurs dirigeants. La naturalisation ne devrait pas être obligatoire pour cela.»

Depuis que son fils est né dans la capitale vaudoise, elle se sent appartenir à sa terre d'accueil. «Avant, je pensais au retour. Maintenant, ma vie est ici. Mais j'aimerais beaucoup aller au Rojava, cette utopie devenue réalité, où la démocratie, l'écologie et l'égalité sont au cœur du projet. J'ai un grand espoir qu'avec la révolution des femmes iraniennes, l'on se rapproche de l'unité du Kurdistan, nation démocratique, sans nationalisme, pour tous les peuples, véritablement abrogée. Voyez des gens comme Christian Constantin, le président du FC Sion. Il se fiche totalement de ce qu'on nomme beaucoup, naguère, la «participation». Il lui faut du résultat positif, sans quoi son entraîneur est viré séance tenante. Des dizaines y sont déjà passés, et tout le monde en Suisse romande aime le penser sympathique jusqu'en ce comportement. Un comportement d'industriel ou de banquier parfait, donc, pour une exemplification optimale du modèle global en vigueur. ■



Conseillère communale à Lausanne, Sevgi Koyuncu rêve de la paix et de la fin du capitalisme.



DE BIAIS

Christophe Gallaz

MIEUX VAUT QATAR QUE JAMAIS

C'est en miroir de notre monde réel qu'il faut considérer la fiction constituée par le spectacle du sport - notamment les Coupes du monde de football organisées sous l'égide de la FIFA comme celle venant de commencer au Qatar. Et c'est en miroir de ce monde qu'il faut aussi considérer l'addiction prodigieuse agglutinant les foules autour de ce spectacle, qu'elles le fassent à distance par le biais télévisuel ou sur place. Le monde réel, c'est évidemment celui qui est visité par l'angoisse, qui tombe

malade sous l'effet de circonstances auxquelles l'individu ne saurait échapper, et celui qui meurt d'une mort évitable. C'est aussi celui qui souffre de fragilité matérielle, comme les salariés modestes en Suisse, ou de misère affamant d'innombrables populations sur la planète. Et celui que les pollutions industrielles et le réchauffement climatique accablent. Et celui qui périclite face aux répressions politiques et policières. En miroir, c'est le spectacle actuel du sport comme fiction. Comme narration n'ayant plus rien de partagé ni même de comparable à ces caractéristiques du monde réel. Ce spectacle dont aucun protagoniste n'est rongé par l'angoisse du lendemain, ne tombe malade sous l'effet des pollutions industrielles ou du réchauffement climatique, ou ne meurt en victime de la répression politique ou policière. Mais dont ces protagonistes sont des vedettes rémunérées sans commune mesure avec la moyenne des salariés déjà chanceux de l'être, et dont les instances factieuses sont les lieux d'une prospérité scandaleuse et d'ailleurs volontiers corrompue.

Bref, tout un dispositif ayant conduit Gianni Infantino, président de la FIFA payé 2,5 millions de dollars par an, à prononcer à Doha l'un des discours les plus salopards qui se puissent - non loin des lieux où 6500 travailleurs sont morts selon le quotidien britannique *The Guardian* daté du 21 février 2021, pour s'y prétendre lui-même «Qatari, arabe, Africain, gay, handicapé» et «travailleur migrant.» Ainsi va la rhétorique de la fiction sportive, de ce mensonge sociétal greffé par-dessus de fréquents exploits réels, et dont on peut tenter de détailler les mécanismes de l'emprise addictive sur une majorité de nos congénères. Elle se fonde essentiellement sur des processus croisés de projections mentales, d'ordre identitaire et vertueux, entre le monde réel et celui du sport évoqués tout à l'heure. Ce qui fascine les foules de façon compensatoire, c'est évidemment le geste réussi des joueurs mis en lumière. Un geste que chacun des spectateurs accourus dans les stades et sur les circuits de la compétition, à distance télévisuelle ou non, peut goû-

ter jusqu'à son achèvement. Jusqu'à son achèvement montré sur les pelouses ou sur les pistes de course qui procure, à ses admirateurs, l'aperçu d'une existence plus légère et plus habitable. Qui donc, en effet, peut se réjouir d'un «tir au but» dans le cadre de l'activité qu'il exerce dans nos usines et nos bureaux? Du niveau moyen des hiérarchies jusqu'à leur base, c'est bien difficile. Jouir du sport, de surcroît, c'est jouir d'une télécommande. Nous décrétons qu'une vedette sportive est célèbre, mais nous pouvons aussi l'éteindre à tout moment. Pouce levé devenu le «like» des réseaux sociaux, et pouce baissé. Chez ceux qui regardent le sport sommeille immanquablement une attente assourdie de la chute. Ils en deviennent les dépositaires d'un pouvoir sur autrui. Consolation. Et le sport, c'est encore ceci: un excellent moyen de dynamiser les travailleurs que nous sommes. Observez donc une course à ski de fond, où les athlètes se désossent pendant vingt kilomètres. Elle suggère à l'homme

de l'usine ou du bureau que sa productivité peut aller jusqu'au sacrifice. Ainsi l'effort et la souffrance, dans le spectacle sportif, sont-ils mis en scène dans la perspective très précise d'en infuser le goût dans les esprits. Désossez-vous donc à votre tour! Enfin, avec le sport, on est en plein dans le plaidoyer néolibéral. Les médias font en sorte que le résultat soit mis en exergue plutôt que le cheminement l'ayant favorisé. Et dans la pratique, la notion de la participation pourtant si chère aux apôtres du sport est totalement abrogée. Voyez des gens comme Christian Constantin, le président du FC Sion. Il se fiche totalement de ce qu'on nomme beaucoup, naguère, la «participation». Il lui faut du résultat positif, sans quoi son entraîneur est viré séance tenante. Des dizaines y sont déjà passés, et tout le monde en Suisse romande aime le penser sympathique jusqu'en ce comportement. Un comportement d'industriel ou de banquier parfait, donc, pour une exemplification optimale du modèle global en vigueur. ■

UN SALAIRE DE 4500 FRANCS AU MINIMUM

A la suite de son analyse de la répartition des richesses, l'Union syndicale suisse revendique un salaire d'au moins 4500 francs par mois et de 5000 francs pour les titulaires d'un CFC

Sonya Mermoud

Entre le renchérissement du coût de la vie, l'explosion des primes maladie et la stagnation des salaires, les travailleurs et les travailleuses ont de moins en moins d'argent pour subvenir à leurs besoins, le pouvoir d'achat s'érode. Ce problème n'est pas nouveau mais empire, a constaté l'Union syndicale suisse (USS), s'appuyant sur les résultats de son analyse de la répartition des richesses présentée la semaine dernière lors d'une conférence de presse à Berne. «Les charges fixes, qui étaient déjà trop hautes pour un bon tiers de la population, augmentent encore avec une brutalité inédite ces dernières années», a commenté Pierre-Yves Maillard appelant, face aux problèmes sociaux qui menacent, employeurs et autorités à se réveiller. «Dans le monde d'en haut de notre petit pays, on se dit que tout ne va pas si mal (...). Mais dans le monde du travail, que ce soit celui des salariés, des petits indépendants ou de certaines entreprises, une grave angoisse monte», a alerté le numéro un de la faïtière syndicale, plaidant pour un salaire qui permette de «vivre correctement» et fustigeant la passivité des élus. Dans ce contexte, l'USS a estimé qu'aucune rémunération ne doit être inférieure à 4500 francs par mois, le minimum absolu étant évalué à 4000 francs fois 13. Quant aux personnes au bénéfice d'un apprentissage, les syndicats ont revendiqué au moins 5000 francs.

1000 FRANCS DE PRIMES MALADIE PAR MOIS!

Economiste en chef et premier secrétaire de l'USS, Daniel Lampart a évalué le poids dans les ménages des primes maladie dont les hausses ont englouti une bonne partie des avancées salariales. La charge pour un couple avec

deux enfants touchant des rémunérations standards avoisine 14% du revenu net. «Une famille paiera en 2023 plus de 1000 francs de primes par mois.» Une facture de la santé majorée à laquelle s'ajouteront aussi d'autres plus élevées comme celles de l'électricité, de l'énergie et des loyers dont les coûts augmenteront. En réponse au choc annoncé, l'USS a revendiqué une hausse substantielle des subsides aux primes maladie. Et invite le Conseil des Etats, comme le veut la Chambre du peuple, à l'amortir avec un milliard de francs supplémentaires. Daniel Lampart a en outre dénoncé une politique fiscale qui, entre 2000 et 2020, a favorisé les hauts revenus, notamment par le biais de baisses d'impôts. «Les très hauts revenus peuvent bien sûr s'accommoder d'une hausse de primes de plusieurs centaines de francs. Et pourtant, ce sont précisément ces personnes qui bénéficieront d'un allègement financier: comme le pourcentage dit "de solidarité" cessera d'être perçu dans l'assurance chômage sur les salaires dépassant 148 200 francs, elles paieront au final moins de cotisations sociales.»

PROGRESSION DES BAS SALAIRES

Les salaires trop bas dans plusieurs professions et branches inquiètent particulièrement les syndicats. Selon eux, un quart des personnes actives au bénéfice d'un apprentissage gagnent moins de 5000 francs par mois pour un emploi à plein temps, comme des boulangers, des vendeurs ou des dessinateurs. «En valeur réelle, les salaires ont même diminué pour ces catégories entre 2016 et 2020.» La faïtière a également constaté une expansion de la part des bas salaires passant, depuis 2014, de 10,2% à 10,5%. «Concrètement près de 500 000 personnes professionnellement actives gagnent moins de 4500 francs par mois pour une ac-



Plus de 12 500 personnes avaient participé aux manifestations interprofessionnelles organisées par Unia le 30 octobre 2021, ici à Genève, pour exiger une revalorisation des salaires et des améliorations des conditions de travail. Un an plus tard, l'USS précise les revendications pour toutes ses fédérations avec l'exigence de salaires minimums.

tivité à plein temps. Or, près d'un tiers d'entre elles ont achevé un apprentissage. Autrement dit une formation de trois ou quatre ans ne protège plus face au risque d'un salaire trop bas.» Au regard de cette situation, les syndicats défendent, lors des négociations salariales, la compensation de la hausse du coût de la vie et des améliorations des salaires réels, arguant «une bonne marche des affaires, sinon excellent dans les entreprises.» Avec des résultats à la clé.

DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES INDISPENSABLES

«Nous sommes parvenus à obtenir la compensation du renchérisse-

ment dans quelques branches et entreprises, parfois davantage. Dans l'hôtellerie-restauration par exemple ou encore dans le domaine du nettoyage en Suisse alémanique, mais aussi dans l'horlogerie», a indiqué Vania Alleva, présidente d'Unia et vice-présidente de l'USS. Des points positifs, mais les pourparlers encore à venir s'annoncent difficiles. Notamment dans le domaine public où de nombreux cantons, a souligné la faïtière, n'entendent pas adapter les rémunérations de leur personnel à l'inflation. Une situation aussi tendue dans le commerce de détail. «Dans ce secteur, de nombreux employés doivent se résoudre à des pertes de salaire. Les né-

gociations avec Coop ont échoué parce que les syndicats refusent d'approuver la réduction du pouvoir d'achat du personnel», a ajouté Vania Alleva, tout en évoquant également au passage les discussions dans le secteur de la construction où les patrons entendent conditionner les augmentations des rémunérations à une détérioration des conditions de travail des maçons. «Nous voulons que, demain encore, il vaille la peine de faire un apprentissage, de suivre une formation, de travailler. Mais pour cela, le salaire doit être juste.» ■

Le 57^e Congrès de l'Union syndicale suisse s'ouvre vendredi

Pouvoir d'achat, prévoyance vieillesse, climat, grève des femmes, protection contre les licenciements et Europe seront au cœur des discussions des délégués

Sylviane Herranz

Vendredi 25 et samedi 26 novembre, quelque 220 délégués des vingt fédérations membres de l'Union syndicale suisse (USS) se rassembleront à Interlaken pour le 57^e Congrès de la plus grande organisation de travailleurs du pays, représentant 320 000 affiliés. Environ 80 invités seront aussi présents. Au cœur des travaux du Congrès, qui se réunit tous les quatre ans, se trouvent trois textes d'orientation et de nombreuses propositions et résolutions. Quels seront les principaux enjeux du Congrès? Le point avec Gabriela Medici, première secrétaire adjointe de l'USS: «Le matin du premier jour, nous



Le dernier Congrès de l'USS s'était déroulé il y a tout juste quatre ans, au Kursaal à Berne.

aborderons le texte d'orientation sur le pouvoir d'achat et la répartition. L'après-midi sera consacré à celui sur la prévoyance vieillesse. Ces deux textes reflètent un enjeu central, celui des revenus des actifs et des retraités qui sont sous pression, et la nécessité de les relever. Concernant les salaires, ce sera l'occasion de lancer notre nouvelle offensive pour des salaires minimums à 4500 francs pour tous et à 5000 francs pour les personnes disposant d'un CFC, comme présenté la semaine dernière en conférence de presse» (voir ci-dessus). La syndicaliste précise que c'est en lien avec ce débat que le choix du conseiller fédéral invité au congrès - une tradition pour l'USS - a été porté sur Guy Parmelin, responsable de l'Economie, du pouvoir d'achat et du partenariat social. Ce dernier interviendra en début d'après-midi. Suivra le débat sur la prévoyance vieillesse. «La discussion débouchera sur toute une série de revendications face au niveau des rentes qui baisse et qui est mis en danger par le projet LPP 21. Nous allons nous positionner contre tout démantèlement, tant pour le 2^e pilier que pour l'AVS», souligne Gabriela Medici, qui rappelle que l'initiative pour une 13^e rente AVS sera aussi au centre des prochaines échéances afin d'améliorer le pouvoir d'achat des retraités et des retraités.

Le troisième texte d'orientation, intitulé «Lignes directrices syndicales pour un tournant climatique réussi», sera discuté le samedi matin. Il présente une série de principes et de revendications concrètes afin d'apporter des réponses communes face aux défis environnementaux.

VERS LA GRÈVE FÉMINISTE

La question femmes sera aussi l'un des moments forts du Congrès. Des propositions seront débattues le vendredi pour appuyer la décision d'organiser une nouvelle grève féministe le 14 juin 2023. «En 2019, les syndicats ne sont pas apparus ouvertement durant la grève, même si nous étions fortement présents. C'était une volonté de mettre en avant les collectifs féministes. Cette année, nous souhaitons être clairement visibles et mener des actions dans les entreprises, avec un focus sur les conditions de travail. La question de l'égalité sera bien sûr au centre, mais dans un sens plus large que l'égalité salariale, avec les problématiques d'intégration sur le marché du travail, des temps partiels forcés, des problèmes de garde des enfants et de la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.»

PROTECTION CONTRE LES LICENCIEMENTS

A travers les propositions, d'autres thèmes seront abordés par les délégués, comme celui de l'Europe, qui pourrait prendre une ampleur particulière selon l'actualité, ou encore des problématiques concernant les migrants ou la formation. L'une des discussions attendues dans les rangs d'Unia est celle de la protection contre les licenciements antisindicaux. Après le congrès du syndicat de février dernier, qui avait décidé de proposer à l'USS le lancement d'une initiative pour renforcer cette protection, deux requêtes seront débattues à ce sujet. «Nous n'allons pas encore décider du lancement d'une initiative, nous

n'avons pas de texte prêt, et surtout, nous attendons le résultat de la médiation entre les partenaires sociaux sur la question qui a été prolongée jusqu'à la fin de l'année. Le comité de l'USS entend réagir selon ce qui en ressortira. C'est un sujet très important. Qui nous tient à cœur autant qu'à Unia», indique Gabriela Medici. Plusieurs syndicalistes internationaux prendront la parole durant le Congrès. Il s'agit de Wolfgang Katzian, président de la Confédération autrichienne des syndicats (ÖGB); de l'Italienne Daniela Modonesi, secrétaire syndicale de la FILT-CGIL, active dans le domaine de l'aviation et des transports; d'Oleksandr Shubin, vice-président de la Fédération des syndicats d'Ukraine; et du Suédois Claes-Mikael Ståhl, secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats (CES).

Le Congrès procédera également à l'élection de la direction de l'USS et de son comité. A la présidence, Pierre-Yves Maillard, élu lors du congrès de 2018, se représente. Un changement est attendu à la vice-présidence, composée de deux personnes, en raison du départ à la retraite de Giorgio Tuti du SEV. Natascha Wey du SSP est candidate aux côtés de Vania Alleva d'Unia, actuelle vice-présidente. ■

Plus d'informations sur: uss.ch/congres

Immersion dans le mouvement anarcho-horloger du Jura bernois

Un film retrace l'émergence du mouvement anti-autoritaire de la fin du XIX^e siècle dans le contexte horloger du vallon de Saint-Imier. Rencontre avec le cinéaste suisse, Cyril Schäublin

Propos recueillis par Aline Andrey

«L'indépendance de pensée et d'expression que j'ai trouvée dans le Jura suisse m'a séduit bien plus fortement; et après avoir passé quelques semaines chez les horlogers, mes opinions sur le socialisme étaient fixées: j'étais anarchiste.» C'est par cette épigraphe que commence le film *Unruhe* du réalisateur zurichois Cyril Schäublin, primé dans de nombreux festivals internationaux. Une fiction qui revient sur l'émergence de l'anarchisme dans le contexte horloger du vallon de Saint-Imier dans les années 1870. Une époque charnière avec les débuts du productivisme, de la photographie, du télégraphe, des chemins de fer et de la synchronisation des heures. En amont et pendant le tournage, le réalisateur a su s'entourer de spécialistes. Des horlogers de métier, tels que Raphaël Thiémar, responsable du secteur à Unia; Florian Eitel, historien de Bienne, auteur de *Horlogers anarchistes en Suisse. Microhistoire globale des débuts du mouvement anarchiste au XIX^e siècle* - ouvrage qui vient d'être traduit en français par Marianne Enckell, spécialiste de l'anarchisme; ou encore Michel Nemitz, pilier d'Espace Noir. Avant que le film ne sorte dans les salles romandes, entretien avec Cyril Schäublin.

QUESTIONS RÉPONSES

La définition de *Unruhe*, le titre du film, ouvre à lui seul tout un univers. En français, il se traduit par le balancier d'une montre, mais aussi l'inquiétude, l'émeute...

A cette époque, deux mouvements, nationaliste et anarchiste, se côtoient. Les débuts du capitalisme, de l'Etat national, étaient plus fragiles et plus troublés que ce qu'on peut imaginer aujourd'hui.

Votre film est pourtant, dans sa forme, plutôt calme...

Les membres de ma famille, qui travaillaient dans l'horlogerie, racontent toujours beaucoup leur travail. Et en rêvent même, alors qu'ils sont à la retraite. Ils parlent du côté très sympa du patron dont l'autoritarisme était recouvert d'un soin apporté à tous. Je le résumerais ainsi: une oppression chaleureuse, une douce violence... beaucoup plus efficace finalement qu'une violence violente, si je puis dire.

Le film commence en Russie, des femmes bourgeoises parlent de Piotr Kropotkine et de ses idées de décen-



A la conquête du temps et de l'espace politique. Le film raconte, avec des acteurs du cru, la naissance du mouvement anarchiste dans le vallon de Saint-Imier il y a 150 ans.

tralisation Pourquoi est-il finalement si peu présent dans *Unruhe*?

En fait, il n'y a pas de protagoniste principal. J'ai voulu montrer un collectif, et surtout parler davantage des ouvrières si peu présentes dans l'historiographie. Dans la perspective anarchiste de décentralisation du XIX^e siècle, cela n'aurait pas de sens de mettre le focus sur quelques individus masculins. J'avais aussi envie de montrer que c'est grâce aux coopératives anarchistes que les ouvrières non mariées ont droit à une caisse maladie. C'est aussi dans ces mouvements, qui marquent le début des syndicats, qu'elles ont le droit de voter. Ce qui n'est pas le cas dans le pays.

A l'heure du télégraphe, des débuts de la photographie et du chemin de fer, ainsi que de la synchronisation des heures, votre film montre que le mouvement international était très connecté...

Les journaux anarchistes étaient plus rapides que les autres pour transmettre des nouvelles. Les patrons s'y abonnaient pour avoir des informations sur les marchés. Saint-Imier était devenu un bureau fédéral dans l'organisation des caisses de grève au niveau international.

Les langues se mêlent, entre français, suisse allemand, russe. Et les dialogues sont très contemporains pour un film historique. Pourquoi ce choix?

Le langage est celui d'aujourd'hui, car qui sait comment on parlait au XIX^e? C'est aussi une langue du quotidien, parlé par des acteurs non professionnels, sans la lourdeur et le pathos

souvent propres aux films historiques. Le mélange des langues est important, car il y a eu beaucoup d'immigration dans le Jura à cette époque pour travailler dans l'horlogerie. Je pense que ce sont ces échanges qui ont ouvert les manières de penser. Comme la décentralisation propre à l'horlogerie, avec 315 étapes de travail, a aussi favorisé l'émergence d'un mouvement anarchiste. Par contre, le film offre une vision rigoureuse du travail de ces années-là, car le savoir-faire est encore vivant. Chaque film historique, à mon sens, est un regard sur le présent davantage que sur l'époque décrite. On reconstruit un passé, car il est impossible de montrer les années 1870 de manière objective.

Votre film est distribué au moment des 150 ans du Congrès de Saint-Imier et alors que Kropotkine est souvent cité par les écologistes et les tenants de la décroissance...

C'est un hasard bizarre. Au début, je voulais parler de ma famille qui avait travaillé dans l'horlogerie. De fil en aiguille, j'ai découvert ce monde anarchiste. Le mot «anarchisme» a l'avantage d'être lui-même comme décentralisé, pas aussi précis que le communisme par exemple. Face à un monde qui devient de plus en plus *eindeutig* (univalent), dans lequel chacun est devenu un acteur du capitalisme, la perspective anarchiste permet d'élargir les points de vue. ■

Unruhe de Cyril Schäublin sera projeté dans les salles romandes dès le 30 novembre.

DES HORLOGERS, ACTEURS LE TEMPS D'UN TOURNAGE

Cyril Schäublin aime travailler avec des acteurs amateurs. Pour ce faire, il a lancé un appel dans la région, à coup de petites annonces. A l'une desquelles a répondu positivement le responsable national de l'horlogerie d'Unia, Raphaël Thiémar. Celui-ci joue ainsi le rôle d'un horloger militant, 150 ans plus tôt. Un retour dans un passé oublié. «Cette période m'a toujours intéressé, car elle constitue une charnière entre deux époques de l'horlogerie: les ouvrières et les ouvriers se retrouvent progressivement en usine et y perdent une partie de leur savoir-faire, de leur autonomie et de leur dignité. On entre dans la prolétarianisation, la dépossession. Le film montre aussi des ateliers plus familiaux où les gens lisaient à tour de rôle le journal aux autres, où la lutte collective et l'internationalisme se forgeaient dans les conversations. Cela résonne aujourd'hui, car le système d'exploitation qui se mettait en place est toujours là. Il s'est juste perfectionné et impose maintenant par algorithme ses cadences à un personnel de plus en plus interchangeable.»

Pendant le tournage, Raphaël Thiémar, horloger de métier, a conseillé le réalisateur sur les outils nécessaires à chaque geste et contrôlé la justesse des reconstitutions. La rigueur a été de mise tant les gestes des travailleuses et des travailleurs ont été filmés de près. Une plongée dans les mécanismes de l'époque, dont le savoir-faire a perduré. Dans le film, on repère aussi Michel Nemitz, pilier d'Espace Noir, à Saint-Imier. Le tavernier anarchiste y joue le rôle de crieur public. Pour lui, l'intérêt renouvelé pour l'histoire de la région passe aussi par les mouvements écologistes qui citent volontiers Kropotkine, comme l'un des théoriciens de la décroissance. «Il est venu deux fois dans la région et est devenu anarchiste au contact des Jurassiens», rappelle-t-il. A l'occasion des 150 ans du Congrès, Espace Noir - en collaboration avec la Coopérative audio-visuelle d'entraide (CAVE) et la réalisatrice Camille de Pietro - est en train de réaliser un documentaire sur le Jura libertaire*. «On a pris du retard, mais il devrait être prêt pour le printemps prochain», souligne Michel Nemitz, l'un des principaux protagonistes. Avec pour but de raviver la mémoire ouvrière et de puiser des idées pour les défis de notre siècle... ■ AA

* Pour plus d'informations et pour souscrire à l'appel de financement populaire, voir sur: espacenoir.ch/projets

PROJECTIONS SPÉCIALES EN PRÉSENCE DU RÉALISATEUR:

Tramelan, mardi 29 novembre à 18h, cinéma Le Cinématographe. **Neuchâtel**, mercredi 30 novembre à 18h, cinéma Rex. **La Chaux-de-Fonds**, mercredi 30 novembre à 20h, cinéma ABC. **Grenchen**, jeudi 1^{er} décembre à 17h, Kino Rex. **Moutier**, jeudi 1^{er} décembre à 20h, cinéma Le Cinoche. **Pully-Lausanne**, vendredi 2 décembre à 20h, cinéma City-Pully. **Sainte-Croix**, samedi 3 décembre à 18h, cinéma Le Royal. **Delémont**, dimanche 4 décembre à 17h30, cinéma Cinémont. **Le Locle**, vendredi 9 décembre à 18h15, cinéma Casino. **Le Noirmont**, dimanche 11 décembre à 17h, cinéma CinéLucarne.

ANNONCES

AVIS À NOS LECTRICES ET LECTEURS !

Conformément à notre plan de parution, *L'Événement syndical* ne paraîtra pas la semaine prochaine. Nous vous donnons rendez-vous le mercredi 7 décembre. ■

La rédaction

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR *L'Événement syndical*
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco,
Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 54 700 exemplaires



Chalet de
l'Entraide
Ouvrière
de la Gruyère
Montbarry

Chemin de l'Entraide 34
1661 Le Pâquier FR

Recherche personne pour poste de
gardiennage (travail accessoire)

- Exploitation de la colonie au poste
de concierge

- Réception/départ des hôtes

- Gestion des contrats - réservation

- Facturation

- Petits nettoyages

- Gestion des réparations

- ...

Si ce poste vous intéresse, veuillez
prendre contact avec Martine Remy
au 026 912 56 91 qui peut vous
organiser une visite

CATS & DOGS: DÉSARROI, COLÈRE ET TRISTESSE DU PERSONNEL

N'ayant toujours pas reçu leur salaire du mois d'octobre, des vendeuses et des vendeurs de Cats & Dogs ont été contraints de démissionner. Témoignages et rappel des faits

Textes Sonya Mermoud

«Je suis déçue, en colère et surtout triste. J'ai consacré une grande partie de ma vie à cette société pour me retrouver, à 55 ans, au chômage. C'est inadmissible.» Des larmes plein les yeux, Priska témoigne de sa situation après avoir démissionné d'un magasin Cats & Dogs à Lausanne, au terme de 19 ans d'activité. Elle s'est exprimée aux côtés de six autres collègues lors d'une conférence de presse organisée la semaine dernière par Unia dans la capitale vaudoise. L'occasion pour le syndicat de revenir sur les différentes démarches entreprises pour épauler les employés. Rappelons qu'une vingtaine d'entre eux sur les 35 actifs dans les 15 commerces vaudois, neuchâtois et genevois de l'enseigne n'ont pas touché leur salaire d'octobre ou seulement un acompte largement insuffisant pour vivre (voir nos éditions des 9 et 16 novembre derniers). Pour cette raison, environ un tiers des effectifs a jeté l'éponge. «J'ai occupé différents postes. J'étais loyale et la plus ancienne de l'équipe. Mais il faut bien manger», poursuit la quinquagénaire la voix brisée, confiant être restée fidèle à Cats & Dogs en dépit d'un burn-out en 2018 et de crises antérieures. De son côté, Unia a donné des précisions sur les rémunérations impayées, l'accompagnement des démissionnaires et les investigations menées en ce qui concerne les charges sociales. Le syndicat a aussi souligné les nombreux dysfonctionnements de l'entreprise et «le mépris» de l'employeur à l'égard de ses collaborateurs «en détresse financière et morale».

SURVEILLANCE PERMANENTE

«Nous avons reçu en septembre une lettre anonyme du personnel détaillant l'ensemble des problèmes», indique Tamara Knezevic, secrétaire syndicale d'Unia. Une longue liste de doléances: gestion catastrophique, absence de contrats de travail pour plusieurs salariés, versement des salaires à des dates irrégulières, allusions qualifiées de sexistes, management de la peur, surveillance à outrance, etc. Sur ce dernier point, les employés, qui communiquaient toujours par WhatsApp avec leur patron, Nizar Dahmani, devaient quotidiennement envoyer des photos des magasins et d'eux afin qu'il puisse vérifier leur tenue vestimentaire. «J'ai refusé pour ma part. Il a alors mandaté une personne qui m'a photographiée en pied, de dos, et l'a postée sur le groupe», raconte Virginie pour le moins offensée. «A la limite, je peux encore comprendre qu'on prenne

des images des rayons des commerces mais pas de nous!» Et Marcia de renchérir: «C'est immoral et illégal. J'ai suggéré qu'on recourt à des uniformes ou qu'on soit tenu à un code de couleur vestimentaire. Le patron m'a rétorqué, toujours via des textos, qu'en tant que Portugaise – il m'appelait toujours Maria au lieu de mon vrai prénom – je ne connaissais pas les lois.»

UN OUTIL DE TRAVAIL EN OR

A tour de rôle, les membres de la délégation partagent leur indignation et leur désarroi. Comme Nicolas, frontalière, qui ne peut pas donner sa lettre de congé au risque d'être pénalisé quatre mois par Pôle emploi. Et qui, dans ce contexte, souhaiterait être licencié, mais n'est pas entendu. «Je suis pris en otage. Le patron a supprimé mon contact du groupe WhatsApp. L'argent que nous réclamons, il nous le doit pourtant. Je travaille pour Cats & Dogs depuis janvier 2009. Je n'ai jamais baissé les bras en dépit des deux crises traversées par l'entreprise. Je suis choqué, énervé, abasourdi.» Rosana, en arrêt maladie, est suivie de son côté par un psy et sous antidépresseurs. Et demande comment elle va vivre, les primes pour allocations pertes de gain n'ayant pas été payées par l'employeur. «Il m'a aussi ôtée du groupe du réseau social, bien que je n'aie pas démissionné. J'ai dû m'endetter pour payer mes factures», explique-t-elle, précisant qu'en raison du manque d'effectifs, de journées de travail de dix heures, elle a fini par s'effondrer. Sans oublier les problèmes de salubrité rencontrés dans le commerce où elle travaillait, «infesté de souris»...

Marcia, des sanglots dans la voix, ajoute: «J'ai dû vider mes économies pour m'en sortir.» Tous s'accordent pourtant à dire que les Cats & Dogs, mieux gérés, se révèlent lucratifs. «Nous avions un outil de travail en or dans les mains», affirme Nicolas. Une faible concurrence, une clientèle fidèle et, surtout, un personnel dévoué, autant d'atouts qui auraient pu, selon eux, faire la différence. «On est des passionnés, lance encore Virginie. Ça me fait mal de quitter l'enseigne, mais je n'ai pas envie de travailler gratuitement.»

FAIBLESSE DES DISPOSITIFS LÉGAUX

Tamara Knezevic insiste elle aussi sur le «dévouement incroyable des employés» – une majorité de femmes dont plusieurs mères élevant seules leurs enfants – en dépit de salaires n'atteignant même pas, pour certains, 4000 francs brut. «Mais là, ça suffit. Ce n'est pas une association de bénévoles.» «Cette situation, note encore Giorgio Mancuso,



Giorgio Mancuso et Tamara Knezevic (au centre), syndicalistes d'Unia, et des employés de Cats & Dogs ont fait état de nombreux dysfonctionnements au sein de la chaîne.

responsable du secteur tertiaire à Unia Vaud, est désormais d'autant plus difficile à dénouer que nous avons perdu notre dernier interlocuteur, la fiduciaire mandatée par le patron.» Celle-ci, note-t-il, vient en effet de suspendre sa prestation, ses honoraires n'ayant pas été versés. «Nous allons désormais nous battre pour aider au mieux le personnel et ouvrir des actions en justice. Mais on connaît la lenteur des procédures d'autant plus ralenties en période de Fêtes», ajoute Giorgio Mancuso, évoquant encore au passage «les poursuites se chiffrant en millions dont fait l'objet le patron». «On remarque dans ce cas encore la faiblesse des dispositifs légaux en matière de faillite et les dérives de la liberté du marché. Avec des employeurs qui, rencontrant des difficultés de liquidités, ferment boutique, laissant une ardoise à la communauté, pour rouvrir sous d'autres raisons sociales. Là, c'est le même scénario.» Et les deux collaborateurs syndicaux de répéter l'urgence actuelle à laquelle se confronte le personnel: trouver des moyens pour survivre. Dans ce sens, ils ont lancé un appel aux centres commerciaux où se situent le plus souvent les Cats & Dogs pour qu'ils proposent à leurs protégés d'éventuels postes vacants... ■



«NOUS ALLONS RENFLOUER LE BATEAU»

Contacté par téléphone le 17 novembre, Nizar Dahmani, le patron, promet que les salaires impayés du mois d'octobre seront réglés dans les dix jours. Il précise encore qu'il y aura moins de retard pour les rémunérations de novembre et que la situation sera de nouveau saine d'ici au début de l'année prochaine. «Grâce à l'apport de fonds propres, je suis très optimiste. Nous allons renflouer le bateau. Nous ne sommes pas surendettés. Il n'y a pas de faillite en vue. Nous allons diversifier nos activités via la vente en ligne et maintenir et consolider les quinze magasins restants.» Questionné sur l'exigence d'envoi des photos du personnel, il souligne avoir abandonné cette pratique. «Je le demandais car certains employés étaient très mal habillés et coiffés. On se serait parfois cru à une rave party. Ce n'était pas abusif,

mais une minorité me l'a reproché. J'ai donc renoncé.» Les communications avec les collaborateurs essentiellement via WhatsApp sont expliquées par le gain de temps qu'offre ce média. «Je ne peux être partout, me dédoubler. J'ai beaucoup de travail. C'est un excellent moyen. Et je suis toujours atteignable.» Aussi pour le syndicat? «Nous sommes en lien par personnes interposées et ça se déroule très bien. La personne responsable de l'administratif a un contact journalier avec le syndicat», affirme Nizar Dahmani, qui estime «correct» que les problèmes de liquidités et de salaires rencontrés par la chaîne aient fait beaucoup de bruit. «Tout le monde s'inquiète. Mais il ne faut pas non plus s'acharner. C'est la première fois en trente ans que nous accusons du retard sur les salaires des vendeurs.» ■

POING LEVÉ

COP EN PLASTOC

Par Manon Todesco

«Happy Trashiversary», ou encore «Joyeux Pourriversaire». Des militants du mouvement Break Free From Plastic se sont invités aux sièges de grandes entreprises pour leur offrir des paquets cadeaux remplis de déchets plastiques produits par leurs soins. Vous l'aurez saisi, l'ironie de cette fausse célébration est de dénoncer l'inaction des grands groupes contre la pollution plastique. Depuis quatre ans, plus de 200 000 volontaires effectuent des nettoyages et des audits de marques dans 87 pays afin d'identifier celles qui y contribuent le plus. Sans surprise, et depuis le début, Coca-Cola Company arrive en haut du podium, suivi de PepsiCo et de Nestlé. Dans un communiqué de presse, Greenpeace, membre de Break Free From Plastic, informe qu'au cours des cinq dernières années, les bénévoles ont collecté plus de déchets provenant de chez Coca-Cola que de chez les deux autres groupes réunis. Et apparemment, cela ne va pas en s'arrangeant puisque, cette année, le rapport mondial «Branded» indique que plus de 31 000 produits du groupe Coca-Cola ont été trouvés, soit deux fois plus qu'en 2018...

Clairement, les engagements pris par les entreprises ne suffisent pas à résoudre la crise du plastique, et se limitent à des effets d'annonce. Rien d'autre que du *greenwashing*. Le rapport d'activité du Global Commitment pour la New Plastics Economy, porté notamment par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, montre que les objectifs de 2025 ne seront pas atteints. Pire, il révèle que, pour de nombreuses entreprises, la quantité d'emballages plastiques a même augmenté depuis 2018. Des vaines promesses, voilà à quoi se résume l'action des grandes entreprises de biens de consommation. Prenons l'exemple de Nestlé: la multinationale a certes réduit son poids total d'emballages plastiques depuis 2018, mais alors qu'elle s'était engagée à ne produire que des emballages recyclables ou réutilisables d'ici à 2025, les chiffres montrent en réalité que la part de ces derniers a diminué de 4% entre 2018 et 2021, pour stagner à 1%... Comment venir à bout du fléau du plastique avec si peu d'ambition?

Vous pensiez être au maximum de l'indignation? Saviez-vous que le plastique est produit à partir de combustibles fossiles? Que production et pollution plastique sont intimement liées aux gaz à effet de serre et au réchauffement climatique? Ce serait donc extrêmement choquant de voir une quelconque référence des grands pollueurs cités ci-dessus à une grand-messe du climat comme l'est la COP27. Eh bien, ils ont osé: Coca-Cola Company était le sponsor officiel de la 27^e conférence des Nations Unies sur le climat qui a pris fin le week-end passé en Egypte. Le message envoyé est désespérant. Et alors que les activistes du climat savent d'ores et déjà que tous les engagements pris lors de cette COP ne sont que de la poudre aux yeux, ils exigent la mise sur pied d'un traité mondial sur le plastique qui soit ambitieux et juridiquement contraignant, afin de limiter la production et l'utilisation du plastique à usage unique. Avec 8 milliards d'êtres humains sur Terre, agir maintenant est impératif. ■

Maçons: le bras de fer continue

Lors de la dernière ronde de négociations, aucune solution n'a été trouvée entre les partenaires sociaux de la construction, mais le dialogue se poursuit jusqu'à fin novembre

Textes Manon Todesco

C'est dans un climat tendu que s'est ouverte la septième – et supposée dernière – ronde de négociations entre les syndicats et les employeurs de la construction le 14 novembre. Rappelons que, depuis le début de la mobilisation des maçons à la mi-octobre, environ 15 000 travailleurs ont battu le pavé dans la Suisse entière pour dire NON à la convention «moderne» voulue par les patrons (lire nos deux dernières éditions). Les gros points de discord sont les suivants: l'organisation du temps de travail, les salaires et le sort des travailleurs âgés.

A l'issue de cette nouvelle séance, aucun accord n'a été conclu. D'un côté, la volonté des deux parties de trouver un terrain d'entente était manifeste, mais de l'autre, les positions restent très tranchées, notamment sur la question de la flexibilisation du temps de travail et des salaires. Dans un communiqué de presse, la Société suisse des entrepreneurs (SSE) dit prendre au sérieux les réserves émises par les syndicats quant à des journées de travail excessivement longues et maintient qu'une organisation «plus souple et plus individuelle du temps de travail est dans l'intérêt des employeurs et des employés». La fâcheuse proposition des temps de repos de 12 heures au lieu de 11 heures, et un calendrier annoncé cinq semaines à l'avance.

Pour les syndicats, rien ne change. «Il s'agirait d'une flexibilisation au gré des employeurs et non des besoins des travailleurs de la construction, qui souhaitent protéger leur santé et leur vie privée, soulignent Unia et Syna. Les travailleurs de la construction n'accepteront en aucun cas une solution aussi unilatérale.»

PAS D'AUGMENTATIONS SANS FLEXIBILISATION

Sur la question des salaires, la SSE se dit ouverte à des augmentations, mais sous conditions... «Les entrepreneurs sont disposés à négocier de généreuses hausses de salaires dans la mesure où les avantages d'une organisation du travail plus moderne et individuelle le permettent. Sans cela, la marge de manœuvre à disposition sera sensiblement moindre», écrit-elle, ajoutant que les



Les négociations se poursuivaient hier entre représentants des syndicats et du patronat à la suite de l'importante mobilisation des maçons du pays et notamment celle des 7 et 8 novembre derniers en Suisse romande. Ils se battent pour protéger leur santé, et ne pas être à la merci de leur employeur.

revendications syndicales d'une compensation du renchérissement complétée par une augmentation du salaire de 1% sont «de toute façon irréalistes».

Un chantage fort mal vu par les représentants des travailleurs qui rappellent que la conjoncture dans la construction est excellente et qu'il y a un manque prononcé de main-d'œuvre qualifiée dans le bâtiment. «La Société suisse des entrepreneurs sera directement responsable de la perte d'attractivité des métiers du bâtiment», pointent Unia et Syna.

Quant aux travailleurs de plus de 50 ans, la mobilisation a été fructueuse. Les syndicats ont noté avec bienveillance lors de cette séance que la partie patronale était apparemment prête à ne pas dégrader les conditions de travail des collaborateurs plus âgés. «Face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, il est important d'offrir aux travailleurs âgés des conditions salariales et de travail idéales, affirme la SSE. Ce sont en effet des

employés importants, qu'il s'agit de retenir dans les entreprises et la branche.» Unia rappelle que la position de la SSE lors des séances précédentes était bien différente.

DEUX NOUVELLES RENCONTRES

Les lignes ont manifestement commencé à bouger, mais pas suffisamment, estime Unia. Toutefois, les partenaires sociaux se sont laissés encore une chance de négocier un accord. Une nouvelle séance a eu lieu quand nous mettions sous presse, hier, et l'autre se tiendra le 28 novembre. «L'objectif est de parvenir d'ici là à un résultat qui puisse être soumis aux organes de décision, expliquent les syndicats. Sans résultat des négociations, il y aura un vide conventionnel à partir du 1^{er} janvier 2023 et il faudra s'attendre à de nouvelles mobilisations et des actions de grève à partir de cette date.»

«La santé des travailleurs n'est pas à vendre!»



Trois questions à Nico Lutz, responsable du secteur construction et membre du comité directeur d'Unia.

Comment s'est passé ce septième round de négociations?

Pour la première fois, nous avons pu avoir une discussion assez sérieuse. Nous avons réussi à parler du contenu. Ils ont réagi sur la problématique des travailleurs âgés, ce qui est une bonne chose, mais sur la question du temps de travail et des salaires, nos positions sont encore très divergentes. Agiter la carotte des augmentations salariales pour faire accepter la flexibilisation à outrance des horaires de travail est vraiment scandaleux. Nous le répétons: la santé des travailleurs n'est pas à vendre!

Que vous inspire la motion du PLR à laquelle s'oppose le Conseil fédéral?

C'est intéressant pour nous, car les 50 heures se réfèrent au temps de tra-

vail hebdomadaire, incluant le temps de déplacement. Alors que le Conseil fédéral s'oppose à des semaines de plus de 50 heures ainsi qu'à la possibilité de travailler plus en été pour des raisons de santé, les employeurs de la construction continuent à faire le forcing pour imposer des semaines jusqu'à 58 heures.

Est-ce que le bras de fer va s'assouplir?

Il y a une volonté des deux côtés de trouver une solution, et les journées de protestation des maçons ont porté leurs fruits, elles ont fait bouger les lignes. Cela dit, nous sommes encore loin d'être d'accord, donc il est difficile de se projeter sur l'issue de ces négociations. Il est capital d'obtenir un résultat, certes, mais nous refusons de conclure une convention qui nuit à la santé et à la vie privée des travailleurs. Dans tous les cas, une décision devra être prise le 28 novembre, car la conférence professionnelle de la construction se réunit début décembre. ■

«Les maçons méritent plus!»

En solidarité avec les travailleurs en lutte, une pétition destinée au grand public a été lancée pour exiger des associations patronales qu'elles acceptent de négocier une convention nationale avec des conditions de travail dignes et équitables. Vous avez jusqu'au 30 novembre pour soutenir les employés du bâtiment. ■

Pétition sur: unia.ch/fr/campagnes/cn-de-la-construction-2022/petition

UNIA VALAIS PRÊT À LANCER LE RÉFÉRENDUM SUR LES HORAIRES DES MAGASINS

Les participants aux assises du tertiaire, réunies la semaine dernière, se sont montrés déterminés à s'opposer à la détérioration des conditions de travail dans la vente

Textes Jérôme Béguin

Photos Olivier Vogelsang

Unia est prêt à lancer le référendum contre l'extension des heures d'ouverture des commerces valaisans. Dans le cadre des premières assises du secteur tertiaire d'Unia Valais, réunies le 14 novembre à Sion, le personnel de la vente a exprimé sa détermination à s'opposer aux détériorations des conditions de travail provoquées par la révision de la Loi concernant l'ouverture des magasins (LOM).

Dans un groupe de travail consacré à la vente, Blaise Carron, le secrétaire régional d'Unia Valais a d'abord présenté les enjeux de la révision de la LOM. L'objectif affiché du Conseil d'Etat est de donner davantage de latitude aux commerces concernant les horaires. Au départ, il envisageait une extension des ouvertures de 18h30 à 20h en semaine et de 17h à 18h le samedi et les veilles de jours fériés. Unia était monté au créneau durant la consultation et, depuis, le gouvernement a mis un peu d'eau dans son vin. Dans le projet soumis au Grand Conseil, les fermetures ont été ramenées, respectivement, à 19h et à 17h30. C'est toujours inacceptable. «Il s'agit clairement d'une attaque contre les conditions de travail.» L'autre aspect contesté de la révision concerne la modification des critères fixant les zones touristiques où les commerces peuvent ouvrir tous les jours jusqu'à 21h. «Il y a une volonté un peu insidieuse d'étendre les zones touristiques. Sion, par exemple, pourrait obtenir ce statut», prévient Blaise Carron.

La révision sera examinée par le Parlement au mois de décembre. «Il faut qu'on s'organise.» Celui qui est aussi député socialiste propose de déposer des amendements. Les participants s'accordent pour maintenir un statu quo sur les heures d'ouverture. Une vendeuse intervient: «Il y a un problème avec Hornbach ouvert dès 7h. Il faudrait qu'il n'y ait pas d'ouverture avant 8h30.» Une collègue souligne: «En commençant si tôt, il est difficile de concilier le travail avec la vie familiale.» Un amendement sera aussi présenté en ce sens. Blaise Carron propose également que les militants aillent à la rencontre des parlementaires en leur distribuant un tract du personnel. Un atelier pancartes sera organisé à cette fin.

Le syndicaliste peine toutefois à cacher son pessimisme sur l'issue des travaux parlementaires. «Nous risquons bien de devoir faire un référendum. Si nous ne le lançons pas, ils se diront que nous n'avons pas bougé et ils iront encore plus loin. Il faudra récolter 3000 signatures, cela veut dire qu'il faudra se mobiliser, les partis nous aideront, certes, mais nous devons surtout compter sur nos propres forces. Si nous arrivons en votation, nous avons de bonnes chances de gagner, la population est plutôt solidaire, elle a de la sympathie pour vous, elle connaît vos conditions de travail et d'engagement. Et, si nous gagnons, nous pourrions peut-être revenir à la table des négociations pour une convention collective de travail.»

AMÉLIORER LE CTT DE LA VENTE

Il y a une volonté à aussi abordé d'autres problèmes rencontrés dans la branche. «Il y a un beau coup de travail sur appel dans la vente. S'il y a du monde, qu'on a besoin de vous, on vous appelle, sinon on reste à la maison. Moi, je suis passée en fixe, mais auparavant, durant la pandémie, il y a eu des mois où je n'ai rien gagné», déplore une salariée. «Des employeurs proposent des contrats

à 50% pour éviter de payer le 2^e pilier et ne permettent pas de travailler ailleurs. On m'a ainsi donné des horaires compliqués m'empêchant de conjuguer un autre emploi», témoigne une autre travailleuse. «Vous êtes en droit d'avoir un autre emploi si votre employeur ne garantit pas un 100%. Sous prétexte de non-concurrence, on ne peut pas empêcher un salarié de travailler dans son domaine de prédilection», répond Francine Zufferey, responsable du secteur d'Unia Valais. La

discussion se poursuit: «Il faut arrêter de nous dire de rentrer quand il n'y a plus de travail.» Une collègue intervient: «La dernière fois que mon patron m'a demandé cela, j'ai rétorqué: heures planifiées, heures payées. Il n'a pas osé recommencer!» Il y a aussi la problématique des horaires coupés. «Vous ne pouvez pas aller skier et vous pensez toute la journée au boulot», soupire un participant. Unia va saisir le Service du travail en proposant que le Contrat-type de travail cantonal de la vente

soit modifié afin de bannir le travail sur appel et les contrats sans garantie d'heures de travail, de limiter la journée de travail à dix heures, en comprenant les pauses et le repas, et de s'assurer que les heures planifiées ne puissent pas être annulées au dernier moment et soient payées. Conclusion de Blaise Carron: «Nous devons améliorer les conditions générales, car le rapport de force est défavorable aux salariés sur le plan individuel.» ■



Les premières assises du tertiaire valaisannes ont permis aux militantes et militants d'Unia de discuter des enjeux de la révision de la Loi cantonale sur les ouvertures des magasins, présentés par Blaise Carron (à gauche). Les échanges ont aussi porté sur les conditions de travail dans l'hôtellerie-restauration, en présence de Mauro Moretto (à droite), responsable national de la branche à Unia.

«Nous voyons que nous ne sommes pas seuls»

Depuis plusieurs années, les assises de la construction d'Unia Valais rencontrent un succès certain. Responsable du tertiaire d'Unia Valais, Francine Zufferey a voulu que son secteur dispose aussi de sa journée, l'occasion de lancer une nouvelle dynamique. «Il est important de pouvoir s'appuyer sur des salariés qui s'organisent au sein des entreprises et deviennent des acteurs, tant au sein de la branche que sur le plan politique, afin que nous ayons plus de force pour améliorer les conditions-cadres», explique la secrétaire syndicale. Une soixantaine de membres ont signalé être intéressés, mais c'était mission impossible pour l'organisatrice de trouver la date qui convienne à tous. Du coup, avec les excusés grippés, c'est une

vingtaine de personnes qui se sont retrouvées au Restaurant de l'Aéroport de Sion le 14 novembre. A l'exception d'un travailleur de la logistique, les membres du syndicat présents provenaient de la vente ou de l'hôtellerie-restauration – le lundi favorisant ces deux branches. Soulignons qu'il a été aussi beaucoup question des conditions de travail dans l'atelier réunissant le personnel de l'hôtellerie-restauration. Les intervenants ont notamment dénoncé les horaires coupés et irréguliers, le non-respect des heures de pause et le manque de week-ends. Ils ont réclamé que les années d'expérience soient prises en compte et demandé plus de contrôles d'hygiène. Au final, les participants ont tiré un bilan positif de ces premières assises du tertiaire. «Nous

avons eu des échanges fructueux, que nous n'aurions d'ailleurs pas pu avoir à cinquante. Et nous avons pu constater que nous ne sommes pas seuls et que nous partageons les mêmes objectifs», a dit une salariée. «Je reviendrai», a promis un collègue. La rencontre s'est conclue, comme il se doit, autour d'un verre de vin et d'une assiette de salaisons. Francine Zufferey remettra le couvert l'année prochaine. «Il y aura quelques points à améliorer, nous organiserons certainement plusieurs séances pour que les personnes intéressées puissent participer, comme l'a suggéré une militante.» ■

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT POUR LE PERSONNEL DE FENACO...

Les négociations salariales avec la société coopérative agricole Fenaco ont échoué, rapportent les syndicats Unia et Syna

Sonya Mermoud

Au terme de deux tours de négociations de plusieurs heures, Unia et Syna ne sont pas parvenus à un accord avec Fenaco. «C'est étonnant de voir avec quelle indifférence Fenaco veut faire porter le poids de la crise aux salariés. L'entreprise ne s'est pas montrée disposée à compenser le renchérissement et la hausse des primes maladie», critique Johannes Supe, responsable de la branche alimentaire d'Unia. Les syndicats revendiquaient une augmentation de 5% de tous les salaires pour faire face à l'inflation et à l'explosion des primes maladie, ainsi qu'un versement unique de 1500 francs. «Ce bonus a été réclamer pour récompenser l'immense travail réalisé ces dernières années de crise par le personnel. Une manière de lui témoigner du respect», ajoute le syndicaliste. Des revendications qui ont été balayées par Fenaco. La société coopérative agricole s'est positionnée en faveur d'un versement unique de 750 francs pour faire face au renchérissement du coût de la vie et une hausse de la masse salariale de 1,75%. Deux propositions jugées inadmissibles par les syndicats. «La prime ne peut pas compenser l'inflation, cela n'a rien à voir. La société elle-même a admis que les prix resteront élevés ces prochains temps et qu'un versement unique ne permettra pas d'atténuer les charges à long terme», commente Johannes Supe. Quant à la hausse des rémunérations envisagée, elle est jugée clairement insuffisante, avec, pour conséquence, un pouvoir d'achat nettement plus faible pour les employés l'an prochain. «La société coopérative n'a même pas contesté le fait que son offre signifie des pertes pour le personnel, des baisses de salaire.» En plus, ajoute le syndicaliste, la majorité des rémunérations s'effectuera au mérite et servira aussi à des adaptations structurelles des salaires minimums et de référence. Rehaussement auquel aurait déjà précédé Fenaco, ce point figurant dans les négociations de l'an dernier. «Fenaco souligne volontiers le soi-disant partenariat social. La réalité semble différente: l'entreprise veut dicter sa volonté et ensuite requérir l'approbation des syndicats.» Sans succès. Unia et Syna n'acceptent pas ces résultats. Et ont proposé de nouveaux pourparlers, toutefois refusés par la société. «Nous allons désormais parler avec les travailleurs et les organiser afin de pouvoir, à l'avenir, construire un rapport de force.» Quelque 11 000 personnes travaillent pour la coopérative agricole. En 2021, Fenaco, indiquent les syndicats, a atteint un résultat record, disposant à ce jour de réserves d'environ deux milliards de francs et donc «de la marge de manœuvre nécessaire pour son développement», comme elle l'affirme dans son rapport de gestion. Une assise financière dont ne profitera guère le personnel... ■

À L'AGENDA

SUISSE ROMANDE MOBILISATIONS CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

«La violence conjugale tue plus de femmes que le tabac, l'alcool et la route!» Un constat glaçant rappelé par le collectif neuchâtelois de la grève féministe: «Chaque jour, des femmes meurent sous les coups de leur mari, compagnon, amant. Chaque jour, des femmes, des filles et des personnes LGBTQIA+ sont harcelées, maltraitées, violées.» Le collectif convoque encore quelques chiffres: en 2017, l'ONU avance le nombre de 87 000 féminicides dans le monde; et pour l'année en cours, 108 féminicides ont déjà été perpétrés en France, 23 en Suisse, soit un tous les quinze jours. Contre ces violences insoutenables, des manifestations et des rassemblements sont prévus partout en Suisse et ailleurs dans le monde ce vendredi 25 novembre.

A Genève, le collectif genevois de la grève féministe appelle à un rassemblement à 16h30 à la place Bel-Air. Après des prises de parole, un cortège se dirigera vers le mur des Réformateurs au parc des Bastions où une performance organisée par Les Créatives est annoncée.

A Neuchâtel, le collectif neuchâtelois pour la grève féministe et le collectif contre le Black Friday s'unissent en organisant un Black Friday (marché gratuit) à la place des Halles (15h-20h30) et une marche silencieuse de protestation à 17h30, suivie des chants d'une chorale révolutionnaire.

A Fribourg, un rassemblement à la bougie, avec des prises de parole et une performance musicale aura lieu dès 19h sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

A Lausanne, un rassemblement est prévu à 18h sur le pont Bessières. Des prises de parole, de la musique et un «immense cri de colère» résonneront. Avant, à 12h sur la place du Château, un «grévibus» à pied sera organisé pour remettre une lettre collective aux autorités cantonales afin de rappeler les exigences du collectif vaudois de la grève féministe: un plan cantonal de lutte contre les violences sexistes et sexuelles avec de véritables moyens financiers; un observatoire de ces violences et de véritables enquêtes; une politique d'éducation volontariste, sur la base de programmes qui ont fait leurs preuves; une formation de base et continue obligatoire à toutes personnes impliquées dans la prévention et la prise en charge des victimes; une ligne téléphonique joignable 24 heures sur 24 et un soutien financier aux associations; l'appui des autorités cantonales au retrait de la réserve à l'article 59 de la Convention d'Istanbul. Autant de revendications laissées sans réponse par le Conseil d'Etat depuis un an. ■ AA

BLACK FREEDAY

Cette année, la Journée contre les violences sexistes et sexuelles tombe sur le dernier vendredi du mois de novembre. Soit le même jour que le Black Friday, synonyme de consommation frénétique, dont l'impact est non seulement écologique mais aussi social, car il augmente encore le stress des travailleuses et des travailleurs du secteur de la vente et de la logistique. Ainsi, des marchés gratuits sont organisés dans plusieurs villes, notamment à Lausanne sur la place du 14-Juin (9h-17h) par le groupe écoféministe d'Extinction Rebellion, ainsi qu'à Neuchâtel sur la place des Halles (15h-20h30) par le collectif contre le Black Friday avec cet appel: «Contre la compétition et la course à la croissance sans fin qui détruit la planète, nous défendons la gratuité, le prix libre, l'entraide, le partage, le seconde-main, la récup. Venez apporter vos vêtements, livres, jeux et jouets (en bon état) dont vous n'avez plus besoin et/ou choisir ce qui vous fait plaisir. Contre la surproduction, l'exploitation des travailleuses, des travailleurs et de notre environnement, contre ce symbole d'un système qui mène à notre perte, faisons de ce jour un Black Friday, un jour de liberté, de partage et de solidarité!» ■ AA

Qatar: une minute de silence

En hommage à tous les travailleurs décédés, blessés et exploités sur les chantiers de la Coupe du monde de football.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève (inscriptions et formulaires).

Guichets: 9h-12h et 14h-17h, sauf lundi matin.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi. Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

PERMANENCE PAPHYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

GRUPE DES RETRAITÉS

Réunions mensuelles

La prochaine réunion du comité, ouverte à tous les membres, aura lieu le **mardi 12 décembre puis tous les 2^e mardis du mois**, dans les locaux du syndicat, 5 ch. Surinam.

Repas de fin d'année

Un grand repas de fin d'année ouvert à tous les membres retraités d'Unia est organisé le **mercredi 7 décembre**, à midi, au CAD, route de La-Chapelle 22, à Lancy. Participation financière demandée: 30 francs par convive. Renseignements et inscription au 022 796 67 77. Attention places limitées, inscrivez-vous rapidement!

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier, permanences syndicales

Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat

Vendredi de 10h à 12h.

Le Locle

Ouverture du secrétariat

Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h au 0848 203 090.

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIAT

Secrétariat de Delémont

Le secrétariat Unia de Delémont a déménagé. Il est installé à la rue de la Jeunesse 2, bâtiment Polyadès, 2^e étage.

Téléphone: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30; vendredi de 9h à 11h30 au 0848 421 600

Delémont, rue de la Jeunesse 2: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

Porrentruy, rue des Baïches 18: lundi de 13h30 à 17h30.

Tavannes, rue du Quai 20: jeudi de 13h30 à 17h30.

Saint-Imier, rue Francillon 20: jeudi de 13h30 à 17h30.

HORAIRES CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.

Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.

Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

FERMETURE PROVISOIRE ET DÉMÉNAGEMENT DE LA CAISSE DE CHÔMAGE DE DELÉMONT

Le bureau de la caisse de chômage de Delémont sera fermé du **2 au 6 décembre**.

A partir du 7 décembre, vous pourrez nous retrouver à la place de la Gare 11 à Delémont, aux horaires habituels (voir ci-dessus).

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.

Permanences du soir

Sierre: lundi de 17h à 19h.

Monthey: mardi de 17h à 19h.

Sion: jeudi de 17h à 19h.

Martigny: jeudi de 17h à 19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Téléphone: 058 332 11 32.

Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Ouverture des guichets:

Martigny, Monthey, Sierre, Sion

Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h, mercredi de 8h30 à 11h30, jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

NOËL DES ENFANTS

Projection du film *Avalonia*:

Sion: le samedi 17 décembre à 10h au cinéma Capitole.

Sierre: le samedi 17 décembre à 9h au cinéma du Bourg.

Monthey: le samedi 17 décembre à 9h30 au cinéma Plaza.

Martigny: le samedi 17 décembre à 9h au cinéma Casino.

L'entrée est gratuite pour tout le monde.

Les places sont limitées pour les adultes. Les billets sont à retirer, jusqu'à épuisement, aux secrétariats du syndicat Unia jusqu'au 14 décembre 2022.

Sion, à la Place du Midi 21;

Sierre, à la rue du Temple 3;

Martigny, à la rue du Léman 19;

Monthey, à l'avenue de la Gare 15.

En fin de film, une surprise attend les enfants.

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font **uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h.** Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier

En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil sans-emploi.ch. L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement. Le formulaire permet en outre de télécharger les documents manquants directement sur cette page. Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

BRÈVES

LAUSANNE UN HIVER À 19°?

Ce mercredi 23 novembre aura lieu une soirée contre l'inflation et le dérèglement climatique, organisée par le Cercle Rosa Luxembourg, en collaboration avec Unia Vaud, le SSP, Pages de gauche, le PSV, le POP et l'Avivo.

La discussion se mènera avec les conseillers nationaux socialiste Samuel Bendahan, maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne, et Christian Dandrès, avocat, autour de la problématique de la hausse des prix, des analyses biaisées par un IPC ne reflétant pas les impacts sur une grande partie de la population, et des questions environnementales. L'objectif est de comprendre les mécanismes à l'œuvre et de débattre des mesures urgentes, sociales et écologiques à prendre. ■ L'ES

Mercredi 23 novembre à 20h, Maison de quartier Sous-Gare à Lausanne.

RENCONTRES

LA PALESTINE S'AFFICHE SUR GRAND ÉCRAN



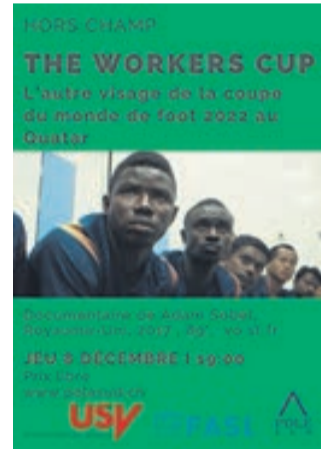
Du 1^{er} au 4 décembre prochain se tiendront les 11^e Rencontres cinématographiques «Palestine: filmer c'est exister», au cinéma Spoutnik et au Cinélux à Genève. Une édition 2022 qui a voulu s'ancrer dans l'actualité de la région, rythmée depuis janvier par des bombardements à Gaza ou encore par les dizaines de Palestiniens tués par l'armée israélienne en Cisjordanie. Trois films rouges seront déroulés, à savoir «la résistance au nettoyage ethnique», «contre l'oubli» et le «sumud», pour décrire cette volonté palestinienne de tenir le coup et sa capacité à contrer la violence de l'occupation.

Au total, 19 films seront à découvrir à Genève, et cinq cinéastes seront présents au bout du lac pour échanger avec le public. Dans le cadre de ces rencontres, des projections auront également lieu à La Chaux-de-Fonds, Sainte-Croix et Lausanne. ■ MT

Informations et programme sur: palestine-fce.ch

LAUSANNE

L'AUTRE VISAGE DE LA COUPE DU MONDE DE FOOT



L'Union syndicale vaudoise et le Centre socio-culturel Pôle Sud invitent ceux qui aiment le foot et ceux qui ne l'aiment pas à une projection du documentaire *The Workers Cup* de Adam Sobel le jeudi 8 décembre prochain. Ce film, réalisé en 2017 par une équipe vivant au Qatar, raconte la vie de migrants travaillant sur les chantiers de la Coupe du monde, pour des salaires de misère et logés dans un camp de travail situé entre une autoroute et le désert. Ce camp, comparable à une prison, hébergeait environ 4000 ouvriers venus d'Asie du Sud-Est et d'Afrique. Le film suit aussi quelques joueurs de ces pays qui, le jour, triment pour construire les stades et, la nuit, jouent dans ces mêmes stades afin d'échapper au mal du pays et à leur isolement. ■ L'ES

Jeudi 8 décembre à 19h30 (bar à 19h), à Pôle Sud, rue Jean-Jacques Mercier 3 à Lausanne. Prix libre.

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

TOUT SAVOIR SUR L'ACTUALITÉ SYNDICALE EN SUISSE ROMANDE ET AILLEURS?

ABONNEZ-VOUS À L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

et offrez-vous un regard sur les enjeux sociaux, ici et dans le monde.



UN MOIS D'ESSAI GRATUIT?

- Je souhaite recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois.
- Je souscris un abonnement standard à 60 fr. par an.
- Je souscris un abonnement de soutien à 100 fr. par an.

Nom, prénom, adresse

À retourner à *L'Événement syndical* · pl. de la Riponne 4 · 1005 Lausanne
ou à forum@evenement.ch · evenement.ch/abonnement · tél. 021 321 14 60

CHANTIER DE L'AÉROPORT: LES EMPLOYÉS ENFIN DE RETOUR

Grâce à Unia, une partie des travailleurs ont pu être repris sur le chantier du Tri Bagages de l'aéroport de Genève. Une belle victoire, mais tout n'est pas réglé. Témoignages

Textes Manon Todesco

Mario* et George* sont soulagés. Après deux mois d'attente interminable dans leur pays, respectivement en Italie et en Roumanie, ils ont enfin pu revenir à Genève à la mi-octobre et reprendre le travail sur le chantier du Tri Bagages à Cointrin. Pour rappel, ces deux travailleurs, employés par Mitel International SA, étaient actifs sur le chantier depuis environ un an quand, en juillet dernier, un contrôle est effectué et que des violations graves de la Loi sur le travail et des Usages de la mécanique sont constatées. Mitel, qui était une société sous-traitante des entreprises italiennes Leonardo et Fincantieri SA, est expulsée de l'aéroport sur-le-champ, et la quarantaine d'employés sont renvoyés chez eux, en Italie et en Roumanie, dans le flou le plus total.

LONGUES NÉGOTIATIONS

«Pendant plus de deux mois, nous avons négocié avec les autorités de l'aéroport et Leonardo pour que les travailleurs soient repris le plus rapidement possible, mais aussi pour que les salaires soient intégralement payés, explique Alejo Patiño, secrétaire syndical en charge du dossier chez Unia. Nous avons maintenu le contact avec les travailleurs, pour les informer et les guider.»

Enfin, à la mi-octobre, le syndicat obtient le retour de vingt ouvriers. «La solution la plus rapide a été de passer par PH facility SA, une boîte intérimaire, informe le syndicaliste. Ils y resteront trois mois, puis seront repris en fixe par une autre entité.»

Au total, à ce jour, 29 personnes ont réintégré le chantier: 10 Italiens et 19 Roumains. Cinq autres devraient bientôt arriver, tous nouveaux. «Après ce qu'ils ont vécu ici, une partie des travailleurs n'a pas voulu revenir», regrette Alejo Patiño.

UNIA RESTE VIGILANT

Pour Unia, c'est une belle victoire syndicale, mais pas question de baisser la garde. «Notre travail va maintenant consister à vérifier la conformité des contrats avec les bases légales, à savoir le Contrat-type de travail de la mécanique, poursuit Nuno Dias, en charge de la branche à Unia Genève. Il y a vingt catégories de salaires qui varient en fonction de l'expérience et de la formation. Nous refferons cet exercice lorsque les employés passeront en contrat fixe.» L'autre cheval de bataille sera de récupérer les salaires impayés à l'époque de Mitel. «Nous allons faire une requête pour les rétroactifs et nous demandons à Genève Aéroport qu'elle mette en place un fonds d'urgence pour indemniser les salariés», annonce Alejo Patiño, qui ajoute que les calculs - compliqués - n'ont pas été finalisés, mais que la somme des arriérés s'élève à plusieurs dizaines de milliers de francs.

LUTTE CONTRE LA SOUS-TRAITANCE ABUSIVE

Enfin, sur le volet politique et syndical, Unia entend bien faire de la lutte contre la sous-traitance abusive et répétée une priorité. «Nous allons actionner les instances intersyndicales et les institutions tripartites afin d'empêcher que ces pratiques intolérables se reproduisent», souligne le responsable syndical. Et de conclure: «Si l'issue de ce dossier est positive, elle appelle à une réflexion. Cette situation existe certainement ailleurs à l'aéroport, et elle pose la question des contrôles. C'est la commission paritaire qui a décelé les abus de Mitel et, sans cet organe, l'OCIRT n'aurait jamais eu les forces de venir contrôler alors que c'est son travail. Pour nous, sur des chantiers comme celui-là, un contrôle devrait avoir lieu dans les trois mois, surtout quand il s'agit d'une entreprise qui n'a jamais mis les pieds à Genève!» ■

* Prénoms d'emprunt.



Le retour d'une partie des ouvriers dont l'entreprise avait été exclue du chantier du Tri Bagages de l'aéroport est une belle victoire syndicale pour Unia. Mais tout n'est pas réglé, et le syndicat restera vigilant face à la sous-traitance abusive.

«JAMAIS NOUS N'AURIONS PENSÉ VIVRE CELA EN SUISSE»

«Avec Mitel, nous travaillions du lundi au samedi, jusqu'à 12 heures par jour et 240 heures par mois. C'est simple, nous étions toujours au travail! Le premier salaire est arrivé après trois mois de travail. Les vacances et les fériés n'étaient pas payés, sans parler des montants des salaires, qui n'étaient pas les mêmes sur la fiche de paie et sur le compte en banque.» Mario* et George*, à l'image de leurs collègues, étaient à bout de souffle. En avril dernier, la situation dégénère et ils demandent des explications à Mitel. «On nous répondait constamment que c'était de la faute de Leonardo ou de Fincantieri qui ne payaient pas, mais nous savions que c'était faux.»

En juillet, la sentence tombe. «Nous avons été renvoyés du jour au lendemain chez nous, sans aucune explication et sans aucune garantie. On ne savait pas quoi faire, on ne connaissait pas nos droits, on était perdus et frustrés. Nous avions l'image de la précision et de la rigueur suisses, et on a trouvé ici la fin du monde. Jamais nous n'aurions pensé vivre cela ici. Nous avions déjà travaillé pour Mitel en Italie et il n'y avait eu aucun

problème.» S'ensuivent de longues semaines d'attente et d'espoir à la maison. «Mitel ne nous a jamais recontactés, notre seul lien était le syndicat qui a été d'un soutien total.»

Quand Mario* et George* apprennent qu'ils peuvent revenir à Genève, c'est le soulagement. D'autant que les choses ont changé du tout au tout. «Nous sommes avec une entreprise sérieuse qui respecte les droits des travailleurs, et nous sommes très contents. Aujourd'hui, nous devons obtenir une autorisation pour travailler le samedi, ce qui n'était pas le cas avant. Les salaires sont dignes et nous sommes logés dans une résidence dans laquelle chacun a sa chambre, c'est le jour et la nuit!»

Si les choses semblent se tasser, Mario* garde une amertume: «Genève Aéroport savait que nous étions dans ces conditions et personne n'a rien fait. En tant qu'entité publique, il est de sa responsabilité de s'assurer que les chantiers soient exemplaires sous son toit. Un tel chantier avec autant d'ouvriers qui travaillent, sans envoyer de contrôleurs: c'est juste incompréhensible. Aujourd'hui, il semblerait que les autorités fassent les choses bien. Pourvu que cela dure!» ■

L'Etat de Vaud poursuit lentement Uber

Le Département cantonal de l'économie procède à une nouvelle analyse juridique

Textes Jérôme Béguin

Dans le canton de Vaud, la mise en conformité des activités d'Uber risque de prendre encore du temps. C'est ce que l'on comprend à la lecture des réponses du Conseil d'Etat à des interpellations de deux députés socialistes, Jean Tschopp et Arnaud Bouverat, par ailleurs secrétaire régional d'Unia Vaud. Comme nous l'annoncions dans notre édition du 19 octobre, à la suite de l'arrêt du Tribunal fédéral considérant Uber comme un employeur, le Département vaudois de l'économie avait sommé la société de solliciter une autorisation d'entreprise de transport de personnes à titre professionnel. Or, la société technologique a évidemment contesté cette procédure, mais a, en outre, présenté un nouveau modèle d'affaires, dit dual, en laissant le choix aux conducteurs d'être soit indépendants, soit salariés d'une société sous-traitante. En conséquence de quoi, le Conseil d'Etat estime qu'il faut désormais procéder à une nouvelle

analyse juridique «dans le détail». Si le gouvernement reconnaît bien que la multinationale californienne «entend systématiquement éviter l'écueil du salariat en adaptant son modèle» et que «ce processus ne connaîtra de limites que si Uber ne trouve plus de moyens d'adapter son modèle», il estime toutefois ne pas être en mesure de «se référer à la configuration passée pour refuser l'évolution d'un modèle, attitude qui ne serait pas conforme à l'Etat de droit».

«LE CANTON SE FAIT BALADER»

«A ce rythme, le Canton peut se faire balader encore longtemps. Uber a modifié et va modifier constamment son modèle d'affaires pour échapper à ses obligations», commente Arnaud Bouverat. Le syndicaliste note que, si l'Etat de Vaud tergiverse avec une multinationale, «il le fait bien moins avec un petit artisan». «Le Canton ne devrait pas laisser exercer une entreprise qui ne respecte pas les lois de manière répétée.» Du côté de l'activité de livraison de repas de l'entre-

prise, le Département de l'économie annonce avoir rejeté un recours contre une décision de l'Inspection du travail de Lausanne considérant Uber Eats comme employeur au regard de la Loi sur le travail. Rien ne s'opposerait à ce que les livreurs soient, comme à Genève, salariés si la société ne proposait, là aussi, son système dual que le Canton veut analyser minutieusement.

Notons encore que la Commission tripartite vaudoise sur les mesures d'accompagnement a récemment pris contact avec la Commission paritaire de la Convention collective nationale de travail (CCNT) de l'hôtellerie-restauration pour évaluer l'assujettissement des livreurs à celle-ci. «La Commission paritaire s'étant déclarée compétente, il lui appartient désormais de procéder à des contrôles et de rendre des décisions d'assujettissements», écrit le Conseil d'Etat. Interrogé, le responsable d'Unia de l'hôtellerie-restauration, Mauro Moretto, assure que «les partenaires de la CCNT ont clairement as-

sujetti Uber Eats et ils vont tout faire pour mettre cela en œuvre».

Unia Vaud est en train d'organiser les livreurs, deux réunions ont déjà été

mises sur pied, alors qu'un sondage auprès des travailleurs a été lancé en Suisse romande. ■

GENÈVE: UBER NE MET PAS UN SOU DE PLUS

Uber peut continuer à exercer son activité à Genève, a annoncé vendredi le Département de l'économie et de l'emploi (DEE). La société technologique se mettrait «en conformité avec le passé» en posant 35,4 millions de francs sur la table. Le montant validé par le DEE est le même que celui que les chauffeurs avaient refusé le 4 octobre dernier. Ceux-ci ne pourront prétendre qu'à 4,6 millions à titre d'indemnité en fonction des kilomètres parcourus entre le 29 octobre 2019 et le 17 juin dernier. Le reste de la somme étant versé aux assurances sociales. Pour les syndicats Unia et Sit, la période fixée exclut un certain nombre de chauffeurs en les obligeant à recourir aux Prud'hommes et se révèle contraire au délai de prescription de cinq ans permettant de revendiquer des salaires et des frais professionnels. De plus, le calcul de conformité se fait en limitant la rémunération au salaire minimum, voire moins, ce qui «constitue du dumping par rapport au salaire usuel dans la branche», indiquent les syndicats dans un communiqué. «Uber pratique du dumping salarial en engageant de nombreux chauffeurs, qui sont à sa disposition, sans qu'elle les paie pendant leur temps de disponibilité. Alors que son modèle a été condamné par le Tribunal fédéral, Uber persiste en tentant de forcer les chauffeurs à accepter une proposition qui ne couvrirait même pas leurs frais professionnels, ni les heures de travail réellement effectuées.» Les syndicats vont convoquer des assemblées de chauffeurs pour déterminer les suites à donner, nous y reviendrons. ■

HEUREUSE AU VOLANT DE SA BALAYEUSE

Lenora Rossi rêvait de devenir joueuse de tennis professionnelle. Aujourd'hui, cette jeune femme travaille à la voirie de la Ville de Neuchâtel sans remords ni regrets. Elle se dit même supersatisfaite de pouvoir mettre ses talents et son sourire au service de la population

Alain Portner

Photos Olivier Vogelsang

Au petit matin, une balayeuse noire et blanche sillonne les rues encore endormies du centre-ville de Neuchâtel. Avec ses brosses, ses buses et son système d'aspiration, la machine astique méticuleusement trottoirs et chaussées. Derrière le pare-brise, on distingue une silhouette jaune fluo. C'est celle de Lenora Rossi, 28 printemps, employée à la voirie depuis plus de deux ans maintenant.

Comme chaque jour, la jeune femme s'est levée aux aurores. A 4h30 précisément. «J'aime prendre mon temps et je ne suis efficace qu'après avoir correctement déjeuné.» Une heure plus tard, elle retrouve ses collègues au dépôt pour bavarder autour d'une tasse de café. Pratiquement que des hommes. «J'ai l'habitude, ça ne me gêne pas. On s'entend super bien, on forme vraiment une chouette équipe.»

Le travail commence à 6 heures pile. Après avoir rempli le réservoir d'eau et contrôlé les niveaux d'huile de son engin, la voyère est prête à partir... Toujours en compagnie d'un autre employé, à pied lui, qui ouvre la voie avec sa souffleuse. La vaillante balayeuse démarre sans rechigner et s'en va éliminer débris et salissures tout le long d'un parcours préétabli d'une petite vingtaine de kilomètres.

Dans sa cabine, confortablement assise et à l'abri des intempéries, la pilote manie boutons, joystick et volant, slalome avec élégance entre mobilier urbain, circulation et piétons. «Comme je roule à la vitesse du pas, je peux parfois laisser mon esprit vagabonder, raconte notre interlocutrice. Mais la plupart du temps, je dois rester vigilante, attentive, entièrement concentrée sur ma tâche.»

SOUVENIRS, SOUVENIRS

A cette saison, comme le dit le poème de Prévert: «Les feuilles mortes se ramassent à la pelle. Les souvenirs et les regrets aussi.» *Leno*, comme la surnomment ses amis, évoque sa vie d'avant. Toute petite, elle rêvait de devenir joueuse de tennis profession-



Lenora Rossi est devenue voyère comme son grand-père. «J'espère qu'il me voit depuis là-haut et qu'il est fier de moi.»

nelle, de suivre les traces des sœurs Williams et de Martina Hingis. Elle avait du talent, de l'envie, mais malheureusement pas les moyens financiers de ses ambitions...

Après deux ans passés au centre d'entraînement de Swiss Tennis à taper dans des balles et à enchaîner les tournois, cette fille issue de la classe ouvrière finit par lâcher sa raquette pour se lancer dans un apprentissage de peintre en bâtiment. «Je n'ai aucun remords. Ça a été une expérience extraordinaire qui m'a permis de découvrir plein de pays et de voyager un peu partout dans le monde.»

Son CFC en poche, cette Chaux-de-Fonnière tente tout de même de reve-

nir sur les courts. Grâce à une bourse lui ouvrant les portes d'une académie tennistique aux Etats-Unis. Nouvelle désillusion. «Je devais y rester cinq ans, je suis repartie après quatre mois. C'était mal organisé, on ne voyait presque jamais l'entraîneur, les conditions de vie étaient désastreuses, on vivait à treize dans un deux-pièces!» Retour à la case départ, retour en Suisse, retour à ses pinces et à ses rouleaux.

UNE FEMME, UNE VRAIE, UNE TATOUÉE

C'est l'heure de la pause-café. Lenora Rossi quitte l'habitacle de sa machine et tombe la veste, dévoilant des épaules musclées et tatouées. Inscrits dans sa peau, autant de dessins et de signes qui

la racontent. Comme ces deux caricatures d'elle, l'une en joueuse de tennis et l'autre en peintre en bâtiment. Et juste en dessous de cette dernière, une ligne fracturée autour du bras avec la mention «100 km». «Ce tatouage rappelle la marche qui marquait l'une des étapes importantes de mon école d'officier», explique-t-elle.

Cette athlète avait en effet un second rêve de gosse à réaliser: faire l'armée! Elle a attendu d'avoir 25 ans avant de s'engager. «Pas dans l'infanterie ou l'artillerie, mais dans les troupes de sauvetage parce que c'est dans ma nature de me mettre au service de la population, comme je le fais d'ailleurs à la voirie de Neuchâtel actuellement. C'est ça

qui donne du sens à mon existence.» Le quotidien en gris-vert plaît énormément à Lenora Rossi. «Durant ces mois à Wangen an der Aare, j'ai adoré les aspects camaraderie, discipline et dépassement de soi.» Elle grade, sans pour autant avoir l'âme d'une cheffe. «On m'a souvent fait remarquer que j'étais trop gentille comme lieutenant.» Ses capacités sportives hors du commun l'aident à imposer le respect, même aux soldats les plus récalcitrants. «J'aurais pu faire carrière, mais je crois que je ne suis pas faite pour la vie de caserne.» Sans doute est-elle trop libre, trop indépendante pour une destinée aussi martiale?

Après avoir parlé brièvement de la parenthèse désenchantée à la Sécurité publique qui a suivi («Ce boulot n'était pas fait pour moi, je n'avais pas le sentiment d'aider les gens en leur collant des amendes!»), elle nous précise pourquoi elle aime tant son job à la voirie: «Là, je me sens utile, je suis à ma place. Ce travail me rend heureuse, vraiment. Mon grand-père était cantonnier, il n'est plus là malheureusement, mais j'espère qu'il me voit depuis là-haut et qu'il est fier de moi.»

LA BELLE ET LA BÊTE

Peintre en bâtiment, militaire, agente de sécurité et maintenant voyère: notre vis-à-vis ne semble décidément attirée que par des métiers dits d'hommes. «Déjà enfant, je préférais les Lego aux Barbies, je traînais davantage avec des garçons qu'avec des filles. En fait, j'ai toujours pratiqué des activités masculines. C'est comme ça, je ne me l'explique pas.» Garçon manqué? «Non, plutôt fille réussie!» Elle rit.

L'heure tourne. Il est temps pour Lenora Rossi de rejoindre sa «bête», sa «petite protégée», sa *Leni* comme elle appelle affectueusement sa balayeuse. C'est que les journées de travail ne font que... huit heures et qu'il y a encore des hectares et des hectares d'espace public à poutzer, à nettoyer. La machine s'ébranle lentement et disparaît à l'horizon, laissant derrière elle un sillage immaculé. ■



En automne, saison où les feuilles mortes se ramassent à la pelle, *Leno* - comme l'appellent ses amis - passe l'essentiel de son temps aux commandes de sa balayeuse qu'elle a baptisée... *Leni*.



Être au service de la communauté, être au service des autres, c'est cela qui anime cette jeune femme et donne un sens à son existence.